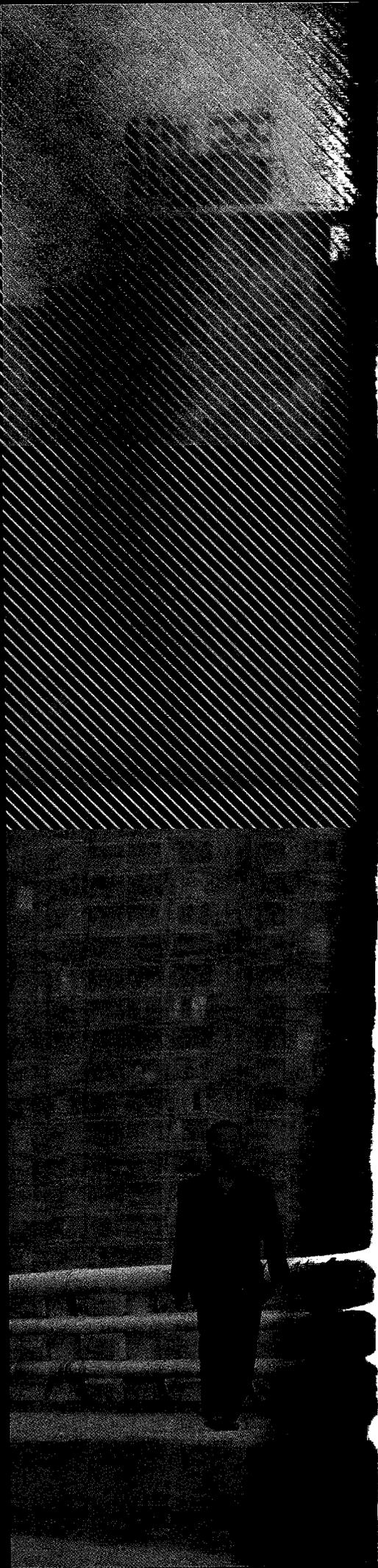


UNE CRISE GLOBALE AUX MULTIPLES FACETTES

L'humanité est en crise. La crise financière, qui a éclaté en 2007, s'est transformée en crise économique. La hausse du prix du pétrole, la détérioration accélérée du climat et l'augmentation du prix des denrées alimentaires qui en résulte, ont mis en évidence les limites de notre modèle de développement, de production et de consommation, basé sur une utilisation intensive des ressources naturelles et sur les énergies fossiles. Entre crise économique, alimentaire, énergétique et climatique, portrait d'une crise globale aux multiples facettes.

La crise économique est au sommet de l'agenda mondial. Et il y a de quoi. Entre le dernier trimestre 2008 et février 2009, le volume du commerce mondial s'est contracté à un taux annuel de 40%¹. Le 27 mai passé, l'ONU annonçait une baisse de l'activité économique mondiale de 2,6% pour l'année 2009 et du commerce global de 11%. Le nombre de chômeurs devrait, quant à lui, augmenter de 50 à 100 millions d'ici à 2010, et celui des pauvres de 73 à 100 millions². Cette récession, la plus





«La même règle autodestructrice du calcul financier régit tous les aspects de l'existence. Nous détruisons la beauté des campagnes parce que les splendeurs de la nature, n'étant la propriété de personne, n'ont aucune valeur économique. Nous serions capables d'éteindre le soleil et les étoiles, parce qu'ils ne rapportent aucun dividende.»

John Maynard Keynes

importante depuis la dernière guerre, frappe de plein fouet les pays développés. Selon le seco, le nombre de chômeurs en Suisse, en septembre 2009, est supérieur de 60 % à son niveau de 2008. La crise économique n'épargne pas non plus les pays du Sud, où ses conséquences seront sans doute plus dramatiques encore. Selon le FMI, les investissements étrangers dans les pays en développement ont déjà diminué de 32 % par rapport à 2008. Les transferts d'argent des travailleurs émigrés vers le Sud ont reculé de 5 à 8 % et l'aide publique au développement consentie aux 71 pays les plus pauvres de la planète a baissé de 25 %. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime qu'il faut s'attendre à «des effets négatifs à long terme, même une fois passée la lame de fond de la récession mondiale»³. Face à la montée du chômage et à la baisse des revenus, les ménages des pays du Sud émigrent, vendent leurs actifs, leurs terres ou leur bétail. Ils empruntent de l'argent ou diminuent leurs dépenses pour la santé ou l'éducation, ce qui aggrave à long terme les conséquences négatives de la crise.

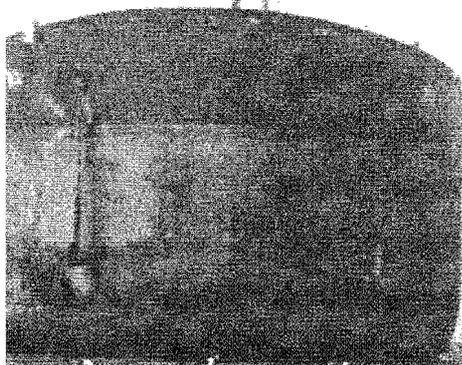
De la crise financière à la récession

La crise financière s'est amorcée à l'été 2007. A cette période, le marché états-unien des crédits immobiliers à risque, les *subprime*, s'effondre. De quoi s'agissait-il exactement? Des institutions financières ont trouvé un moyen sophistiqué – et très rémunérateur – de placer à grande échelle des prêts hypothécaires à des ménages disposant de faibles revenus, puis de se défaire du risque que ces créances contiennent en les vendant. Et cela fonctionne, du moins en théorie. Pour les chanceux, il est même possible de construire à crédit et de vendre sa maison à un prix couvrant plus que le crédit et ses intérêts. Aux Etats-Unis, un boom immobilier sans précédent en résulte. En 2006, 40 % des nouveaux prêts hypothécaires

1 *Third world network, Third world economics, trends & analysis*, N° 450, June 2009, p. 4.

2 *UN-DESA, World economic situation and prospects*, 2009, 27.5.2009.

3 *FAO, « Les victimes de la faim plus nombreuses que jamais », 19 juin 2009.*



sont des *subprime*. Cette bulle spéculative finit toutefois par éclater. Comme leurs débiteurs sont incapables de couvrir le service croissant de leurs prêts, de plus en plus de créanciers saisissent et vendent des biens gagés, et le prix des maisons chute. A cet instant, plus personne ne veut de *subprime*. Mais, grâce à la magie de la titrisation, les crédits immobiliers pourris ont été transformés en viande hachée incorporée à des saucisses financières fort diverses. Tout le monde ignore quelle valeur est contaminée. La suite est connue. Fermeture des fonds engagés dans l'immobilier états-unien, perte de confiance dans les institutions financières, crise bancaire, puis boursière. Au moment où les banques ne se prêtent plus et où les taux d'intérêt s'envolent, la consommation des ménages – dont une part croissante est en cessation de paiement – s'étrangle. Baisse de la consommation, baisse des investissements, baisse des ventes, la boucle est bouclée. La crise financière s'est transmise à l'économie réelle, et la récession mondiale est en marche.

Aux origines de la crise financière

La crise des *subprime* n'est pas un cas isolé. Elle a été précédée par la bulle internet (2000-2002), les bulles monétaires et financières d'Asie orientale (1997), la bulle financière japonaise (1990) et, plus tôt encore, l'effondrement du marché boursier états-unien (1987). Lorsqu'un accident de parcours se répète à intervalles rapprochés, ce n'en est plus un, et on peut s'interroger sur ses origines structurelles. Celles-ci résident en premier lieu dans le

modèle du capitalisme financier, qui s'est imposé depuis les années 1970. Dérégulations, privatisations, libéralisations. Dès lors et avec une vigueur renforcée au cours des années 1980 et 1990, toutes les barrières érigées depuis l'entre-deux-guerres pour atténuer les conséquences sociales négatives des convulsions violentes du capitalisme ont été supprimées une à une, au profit des détenteurs de capitaux. Cette dérégulation a eu pour principale conséquence de transformer l'économie mondiale en une sorte d'hydrocéphale financier, soumis à des chutes récurrentes et, pour effet secondaire, de priver toujours davantage l'économie réelle des capitaux investis par les plus riches dans le business spéculatif, bien plus profitable à court terme. Signes de cette disproportion croissante des rapports entre l'économie productive et la finance, les transactions de change représentaient six fois le volume du commerce international en 1979 et déjà vingt fois en 1987⁴. Entre 1992 et 2007, la taille du marché des produits financiers dits « dérivés » a été multipliée par près de 150. En 2005, le montant des transactions opérées sur ces seuls produits était 35 fois supérieur à la valeur de l'économie réelle. A la fin de 2008, leur stock à l'échelle de la planète dépasserait le million de milliards de dollars, soit l'équivalent de vingt ans de production mondiale.

L'accroissement des inégalités est l'une des principales conséquences d'un modèle économique qui considère le profit à court terme comme une priorité et les dépenses publiques ou les investissements comme des facteurs de coût à





minimiser. Autre conséquence, la hausse du poids de la consommation dans l'activité économique. En 2007, celle-ci représentait 70 % du PIB américain. Cette consommation débridée reposait en grande partie sur l'endettement – caractérisé par des taux d'épargne négatifs et une diminution relative des salaires par rapport aux prix d'une série de biens et de services (tarifs de l'assurance maladie ou prix des loyers, par exemple)⁴. L'effacement de l'Etat et la redistribution des richesses du bas vers le haut, qui ont accompagné la mise en place de ce modèle économique néolibéral, garantissaient la croissance des taux de profits dans les secteurs financiers – dans le domaine des prêts hypothécaires à risques, justement – ou le secteur des assurances, alors que le prix de ces services financiers devenait toujours plus élevé pour la grande majorité des salariés. Parallèlement, la levée progressive des barrières économiques internationales a augmenté les risques qu'une crise financière locale se transforme en un krach majeur de l'économie mondiale. Et ce risque est devenu réalité.

La crise alimentaire – « ils ont faim parce qu'ils sont trop pauvres »

Si la crise financière a brutalement mis en évidence les limites de notre modèle économique au Nord, les pays du Sud subissent depuis longtemps les conséquences pernicieuses d'un système basé sur la consommation intensive d'énergie et de ressources naturelles, dont l'attribution est déterminée avant tout par les logiques des marchés financiers. Lorsque, en 2008, les Bourses s'effondrent, la spéculation sur les valeurs réelles a atteint de tels sommets que les biens alimentaires sont devenus inabordables pour les populations les plus pauvres. Au Sri Lanka, le prix de la tonne de blé est passé de 400 dollars en juin 2007 à 700 dollars au début de 2008⁵. Aujourd'hui, la crise économique mondiale pèse précisément sur les populations qui sont le moins capables de se défendre contre

de telles fluctuations, avec des conséquences catastrophiques. En juin, la FAO a annoncé que, « pour la première fois dans l'histoire de la planète, le nombre de personnes qui souffrent de la faim devrait dépasser le milliard ». Pour l'essentiel, cette hausse dramatique n'est pas due à l'absence de nourriture, mais aux inégalités de richesses. Pour Olivier De Schutter, le rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation, « un milliard de personnes dans le monde ont faim parce qu'elles sont trop pauvres » et « non parce que l'on ne produit pas de quoi les nourrir » (*Le Temps*, 2 juillet 2009). Après l'effondrement boursier généralisé de 2008, la spéculation sur les produits agricoles n'est pas près de s'arrêter. Selon les calculs du magazine *Alternatives économiques*, la part des acteurs non commerciaux sur le marché du maïs est passée de 17 à 43 % entre 2005 et 2008, et de 28 à 42 % sur le marché du blé⁷.

Dernière forme de cette spéculation, les acteurs économiques des pays du Nord sont désormais nombreux à acheter les terres arables du Sud. Des entreprises, comme le coréen Daewoo, qui a finalement échoué dans son projet de louer pour nonante-neuf ans 1,3 million d'hectares de terres malgaches, soit plus de la moitié des terres arables du pays (!), mais également des acteurs financiers et des fonds d'investissement, spécialisés dans ce type d'opérations. BlackRock Inc., par exemple, l'un des plus gros gestionnaires de

4 *Manière de voir, Le Monde diplomatique*, N° 102, décembre 2008, janvier 2009, p. 41.

5 *Manière de voir, Le Monde diplomatique*, N° 102, décembre 2008, janvier 2009, p. 73.

6 *Alternatives économiques*, N° 282, juillet-août 2009, p. 26. Il n'est redescendu à 600 dollars qu'en mars 2009.

7 *Quand le Sud vend sa terre, Alternatives économiques*, N° 281, juin 2009, p. 38.

Voir à ce sujet le site internet www.grain.org

fortune new-yorkais a créé au Luxembourg un hedge fund chargé d'acquérir des terres à travers le monde. Morgan Stanley investit en Ukraine, où Renaissance capital, un fonds russe, a acquis des droits sur 300 000 hectares de terre⁸. On le comprend : avec la hausse des prix agricoles et la vogue des agrocarburants, l'investissement dans la terre permet d'espérer de juteux profits. La question n'est pas anecdotique et les surfaces en question sont importantes. Selon l'Institute for Food Policy Research basé à Washington, ce seraient entre 15 et 20 millions d'hectares de terres arables qui auraient été achetées depuis 2006 ou seraient en passe de l'être dans les pays pauvres, principalement en Afrique et en Asie. Assez important pour que la Conférence des Nations Unies pour le commerce, l'économie et le développement s'en émeuve dans son dernier rapport sur les investissements annuels dans le monde (www.unctad.org). Prudemment, l'agence évite pourtant de trop critiquer ces investissements, présentés comme des contributions à l'emploi, au développement de la productivité agricole au Sud et à la lutte contre la pauvreté. Sans s'interroger sur l'aberration que représente l'exportation de denrées agricoles produites dans des pays pauvres, par ailleurs tributaires de l'aide alimentaire internationale ! Sans trop insister, non plus, sur les problèmes sociaux et politiques considérables qui se posent lorsque des entreprises détiennent ou contrôlent de vastes surfaces de terre.

La crise énergétique et la crise climatique sont indissociables

Si les prix des céréales grimpent et si la terre attire de nouveau les investisseurs, c'est aussi parce que les prix des céréales dépendent de ceux du pétrole, auquel certaines céréales peuvent se substituer⁹. Entre mars 2007 et juillet 2008, le prix du pétrole aux USA a plus que doublé.

Cette spéculation effrénée – qui a sans doute accéléré la transformation de la crise financière en crise économique mondiale, puisqu'elle a pesé sur le revenu disponible des ménages des pays développés et ralenti la consommation – reflète d'abord la forte dépendance de notre modèle économique à un usage intensif d'énergie, du pétrole en particulier, dont les ressources ne sont pas infinies. Aujourd'hui, la production mondiale de pétrole culmine à quelque 85 millions de barils par jour. Et même le patron de Total, Christophe de Margerie, ne croit pas à la possibilité de dépasser à terme les 100 millions, alors qu'il en faudrait 116 pour satisfaire la demande à l'horizon 2030¹⁰. Mais la crise énergétique a encore d'autres facettes. Il est désormais clair pour tous que l'usage intensif d'énergie fossile est largement responsable du réchauffement climatique. Et, ici aussi, le serpent se mord la queue. La croissance des émissions de CO₂ accélère la hausse des températures, accroît les sécheresses et multiplie les cataclysmes météorologiques, qui renforcent à leur tour la crise alimentaire. Là encore, les pays du Sud sont les premiers touchés. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), une augmentation de 2°C de la température moyenne ferait disparaître en Ouganda les zones propices à la culture du café, alors que cette activité économique revêt une importance capitale dans ce pays. D'après le mensuel de l'OIT, on s'attend à 50 millions de réfugiés climatiques ces prochaines années, ce qui donne un aperçu de l'ampleur des conséquences écologiques et sociales de la crise climatique.

Capitalisme verdâtre ou rupture démocratique ?

L'humanité est désormais confrontée à une crise globale. Faire son portrait permet de s'interroger sur les moyens de réformer notre modèle économique en évitant de nous contenter de solutions partielles, adéquates dans un cadre sectoriel uniquement. Poser ce cadre général est décisif. Du point de vue de la crise énergétique, les agrocarburants, par exemple, peuvent passer pour une solution. Toutefois, du point de vue d'une crise globale, ce n'est qu'un pis-aller, car même s'ils permettent peut-être de se passer de pétrole, leur production renforce la crise alimentaire. Quant aux « réformes », il serait faux de croire que la crise de notre mode de production annonce sa fin « naturelle ». A contrario, le capitalisme est un système doté d'une forte plasticité, capable d'intégrer jusqu'à un certain point une modernisation écologique, tant que la reproduction du système à moyen terme est assurée et que ni le profit ni les logiques de marché ne sont remis en cause. Les nouveaux produits dérivés financiers créés au début des années 2000 concernent les marchés d'émission de carbone (« droits de polluer »), et intègrent les aléas climatiques. Le capitalisme peut fort bien gérer les pénuries, en ignorant toute demande qui n'est pas solvable. Ramener la démocratie dans le processus d'attribution des ressources naturelles nécessite l'élaboration patiente d'un autre modèle économique. C'est l'œuvre d'un siècle. Commençons sans trop tarder !

Olivier Longchamp

8 *La grande braderie des terres agricoles*, *Le Point*, 10 septembre 2009.

9 Lire à ce sujet Dossier : *Les agrocarburants. Une menace pour la sécurité alimentaire et l'environnement*, *Solidaire* 201, janvier 2009, pp. 8-12.

10 « *Total Chief says world will find oil target tough* », *Times*, 8 septembre 2007, cit. in : *A Green New Deal. Joined-up policies to solve the triple crunch of the credit crisis, climate change and high oil prices*, London, New economics foundation, July 2008, p. 19